

Compte-rendu CSE

24, 25 et 26 mars 2021

SYNDICAT DE RÉSISTANCE

Chacun de nous, élu-e-s, salarié-e-s, attendait un sursaut. En février dernier, alors que le drapeau blanc de la sortie de grève venait d'être vigoureusement agité, la direction proposait un pacte avec des renforts en non-permanents.

Mais la déception fut grande, à la hauteur des attentes... Et la confiance rompu. Restée sur sa faim, l'antenne d'Antibes est entrée dans la grève. Lyon lui a emboîté le pas aujourd'hui, en ces temps de disette.

■ AU RÉGIME SEC !

Régi~~onalisation~~

Le 18h30 restera le repas du pauvre et si on en améliore, un tant soit peu, le contenu, grâce une créativité et une agilité à toute épreuve, les ingrédients manqueront et les marmitons continueront à s'épuiser à la tâche.

Le manque de renforts à la rescousse, malgré la promesse initiale de la direction du réseau et la laborieuse identification des véritables besoins dans chaque antenne augurent mal de la suite. Le vaste travail de réflexion mené dans les instances de proximité ne semble pas faire recette. Peu de considération y a été apportée au sein d'une commission économique, la (bien-nommée) COMECO, qui a tendu l'oreille à 12 directeurs régionaux, peu diserts sur leur manque réel en effectifs. Leur audition, à la veille du CSE, a ressemblé à une vaste mascarade, où chacun d'entre eux, ou presque, a veillé à ne pas faire tomber le masque... Un constat navrant d'immobilisme.

[Le compte-rendu de la commission COMECO à lire ici.](#)

Aucune velléité de transparence et pas de perspective de masse salariale revigorée ! Des espoirs foulés au pied, sur l'autel des sacro-saintes économies... Doit-on continuer à se contenter d'un régime sec pour le 18h30 ?

Deux régions, Bourgogne Franche Comté et Bretagne, ont su concocter un menu de meilleure qualité, avec des enregistrements en extérieur, ponctués de reportages pour l'antenne la plus à l'Ouest, qui a su faire sortir du chapeau 2 ETP pour mettre du beurre dans les épinards. Une sacrée gageure ! Espérons que la longévité des troupes accompagne ce coup de collier initial. Les premiers signes de fatigue interrogent.

D'autant plus que, à la lecture de la restitution de la COMECO, ce 18 h 30 s'accompagne plus largement, dans toutes les antennes, de vases communicants regrettables : un redéploiement d'effectifs, qui dépouille toujours et encore les journaux d'information et en déshabille les cellules web, devenues de véritable variable d'ajustement. L'information ne devait-elle pas être sanctuarisée ?

A l'horizon, rien de rassurant, pas même l'hypothèse de postes que le siège concéderait aux sites mono-antennes, moins dotés en personnel.

Autre source d'inquiétude, le spectre des JT grandes régions, déjà effectifs en Occitanie les week-ends, que fait ressurgir notre directeur du réseau. Une mutualisation sans saveur et sans identité qui n'effraie pas notre direction peu soucieuse de s'affranchir d'un découpage administratif contesté, pourvu qu'elle génère des économies !

■ EXPLOSER EN PLEIN VOL !

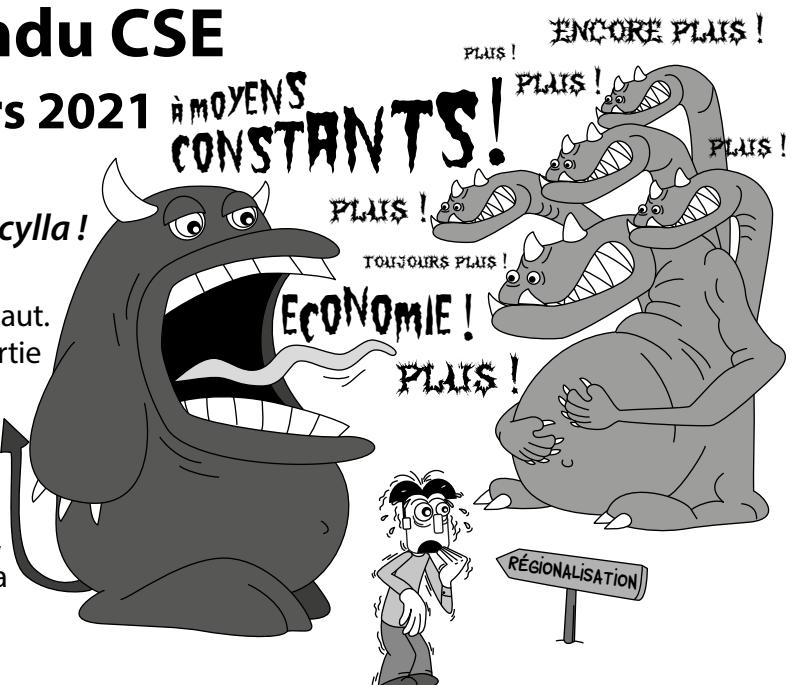
Régi~~onalisation~~

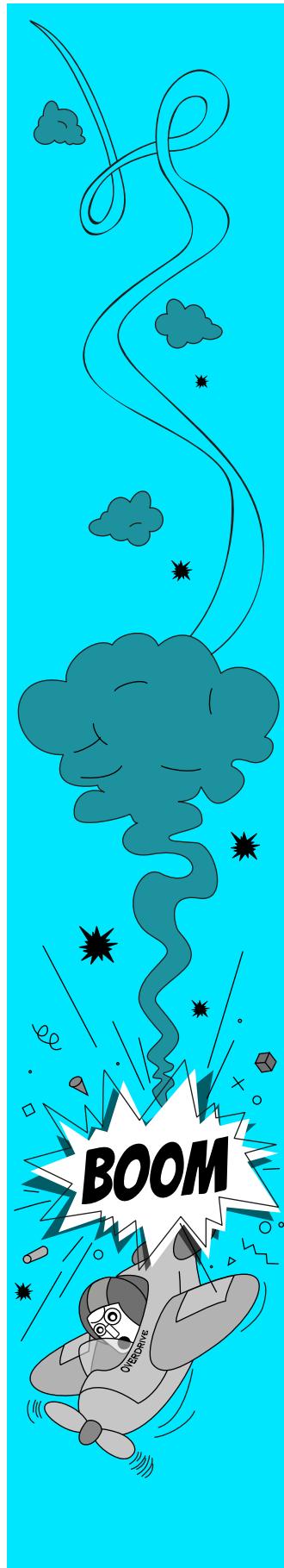
L'expérimentation de la régie automatisée à Rouen s'arrête. La peur du képi a fait reculer la direction. Le pire a été évité de justesse.

C'est le virage à 180 degrés d'une direction, qui s'apprêtait à vouloir tester, en condition réelle, un outil non finalisé, source de toutes les inquiétudes pour des techniciens en pleine déroute qui se qualifient eux-mêmes « de rats de laboratoire ».



De Charybde en Scylla !





Petit historique : cette expérimentation, proposée en septembre 2019 et validée trois mois plus tard par un accord entre le SNJ, FO, la CFDT et la direction du réseau, semblait dès le départ, mal engagée.

Dans un terreau peu propice, car sur un site déjà éprouvé par l'incendie traumatisant de Lubrizol et un déménagement récent. Le décor est posé : méfiance et inquiétude du personnel, face à un outil « Overdrive » qui n'a d'autre finalité que de réduire à 2 ou 3 le nombre de personnes en régie. Non les salarié·e·s de Rouen ne veulent pas être responsables de leur propre déchéance et servir une régionalisation, étriquée dans un cadre budgétaire austère.

Un retard à l'allumage met le feu aux poudres : l'outil, avant d'être mis sur orbite, se révèle faillible, avec un automate qui peine à être mis au point. Qu'à cela ne tienne ! La direction maintient le cap... droit dans le mur ! Cela malgré les remontées des élue·e·s santé et des salarié·e·s eux-mêmes ! Le 16 mars dernier, l'intervention des représentant·e·s de proximité avec **leur alerte pour risque grave par incidents répétés** aura été décisive, en relayant un état extrêmement alarmant du personnel, « *entre pleurs, incompréhension et perte de sens* ».

Présenté au CSE le 24 mars dernier, le rapport de la CSSCT est sans appel. Avec le soutien d'un acteur de poids, l'inspecteur du travail de Rouen, **Marc-Henri Moulin**, qui sonne la fin de la récréation ! Un invité au CSE, quelque peu incommodant pour la direction...

Sans concession, il affirme qu'une infraction est constituée. Une infraction qu'il qualifie de délictueuse de la part d'une direction, dont il déplore « *l'absence superbe de prise en compte de la difficulté* ». Il évoque un piège, qui s'est refermé sur ses initiateurs. Pour lui, l'expérimentation aurait dû se dérouler comme un test à blanc.

Ainsi, il n'a pas manqué de comparer les techniciens à des acteurs auxquels le réalisateur aurait demandé de devenir également des cascadeurs, comme une injonction d'opérer plusieurs actions en même temps. « *Dans quel état se trouveront ces cascadeurs ?!* »

Une façon de dénoncer la nécessité pour eux de s'adapter à des évolutions de postes de travail et de compétences, induit par ces nouveaux choix technologiques, tout en devant rester opérationnels sur un site de production.

« *On expérimente, on teste, mais on a déjà une planification sur 3 ans, ce qui est antinomique à l'expérimentation, car on l'enferme dans un rythme arrêté à l'avance.* »

« *Il n'a été rien fait en amont pour éviter d'exposer les salarié·e·s de Rouen à des risques professionnels* » assène-t-il à une direction qui fait profil bas !

Pour lui comme pour la CSSCT, la prévention n'est pas une option pour une direction qui a pris la liberté de s'en affranchir.

Une direction, qui, la veille de ce CSE, avait rétro-pédalé en annonçant un « *test de régie à blanc sur un site de France 3 non déterminé* ». **Voir le communiqué**

En clair : on arrête tout, et on recommencera ailleurs !...

Sauf que cet ailleurs devra se faire désormais sous haute surveillance, comme a prévenu l'inspecteur : « *Je suis en train de signaler que ce qui se passe à Rouen peut se passer ailleurs... On va se mettre en situation de suivre ce que vous expérimenterez ailleurs et je vous demanderai de justifier des travaux à venir pour en gommer les difficultés qui ne sont pas autorisées par le code du travail. Il faut le faire dans le respect d'une législation qui demeure ! Même si on a une base d'accords collectifs, la loi continue de s'appliquer.* »

La morale de l'histoire : seules les menaces de sanction semblent émouvoir et font infléchir notre direction et non pas l'état de santé alarmant de ses salariés !

Un très mauvais signal, alors que les premières pages de la régionalisation sont en train de s'écrire... Dans la sueur, la stupeur et parfois les pleurs...

■ À DOSE HOMÉOPATHIQUE.

Moyens vidéos dans le réseau

Des moyens de captation et de transmission vidéo déclinants et talonnés par les nouvelles technologies. Aujourd'hui, on comptabilise dans le réseau 3 CCR et 5 VPTL, 5 DSNG et des CCR, plus tout jeunes, qui sortent de manière homéopathique, tout comme les VPTL et sont de plus en plus mutualisés dans leur utilisation sur le territoire. Les CCR sortent en moyenne 16 jours par an, 19 jours pour les VPTL.

Etant donné la faible exploitation de ces moyens de captation, les élue·e·s déplorent que les compétences techniques des personnels affectés à ce parc s'étiolent inexorablement.

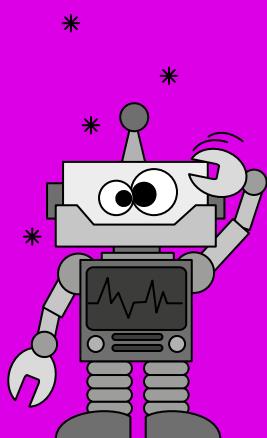
Michael Friedrich affirment que les DSN ne seront pas abandonnés.

Les nouvelles technologies pourraient détrôner ces « poids lourds » de la vidéo mobile, avec l'avènement de la captation dans le cloud, via la 4G, qui serait déployée de manière expérimentale en 2022. Une sorte de régie virtuelle exploitable de n'importe où, nomade et transportable à loisir. Par ailleurs, la direction technique comptent investir dans des régies type Vmix.

La 4 G s'est déjà taillée une place de choix, avec le déploiement des boîtiers Aviwest. La 5 G avance ses pions, mais les élus souhaitent en freiner les ardeurs et réclament une étude sur les champs électromagnétiques pour mesurer les risques pour les salariés. A savoir aussi que 100 Unités de Tournage Smartphone existent déjà dans le réseau.

■ UN OUTIL AGILE... AUX CONSÉQUENCES ABRACADABRANTESQUES !

Echobox, outil automatique "intelligent" de publication d'article sur Facebook.



Echobox a eu les faveurs de la direction de la stratégie numérique. Il accélère de manière accrue la circulation d'articles web sur nos pages facebook de manière transversale, dans n'importe quelle région de France, jour et nuit ! Cet outil semblait être paré de toutes les vertus, intelligent, performant, capable de piocher une phrase d'accroche dans un article... mais il requiert une surveillance de tous les instants, d'après des retours d'expérience surprenants !

La direction couvait l'espoir d'augmenter notre visibilité et d'être compétitifs dans la course aux clics. Les résultats sont encourageants, se réjouit-elle, avec une augmentation de 35 % de la consultation des posts et du trafic sur nos sites web.

Mais à force de jouer aux apprentis-sorciers, la multiplication de posts générés par cet automate zélé devient une pandémie difficile à circonscrire ! Surtout que leur éparpillement géographique interroge. Les posts peuvent s'inviter de manière incongrue d'une région à l'autre, sans aucune cohérence territoriale. Même si le numérique invite à repenser la proximité, de manière thématique, rassure **Frédérique-Marie Lamouret**, en charge de la stratégie numérique, on ne peut tolérer de telles dérives.

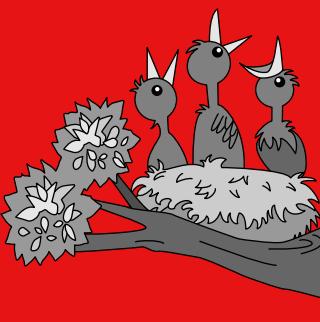
L'automate est programmé pour publier du contenu, soit, mais il obéit en parfait exécutant, dénué de tout discernement et de toute réflexion éditoriale ! Un paramétrage très précis de l'outil est imposé aux équipes web, déjà bien sollicitées et régulièrement spoliées de leurs effectifs, depuis le 18h30. Le passage à un mode semi-automatique, pratiqué dans certaines antennes, aurait permis de limiter les dégâts, c'est-à-dire le nombre de publications automatiques chaque jour.

Pour la direction du numérique, Echobox permet de publier des articles en soirée et surtout le week-end. Une manière de compenser le manque de personnel le dimanche par exemple, jour où le plus d'internautes consultent les pages Facebook.

Il serait heureux que notre direction prenne conscience des limites et des effets pervers de l'intelligence artificielle.

■ FAIRE SON NID.

Déménagement de la station de Poitiers



L'antenne Poitou-Charentes s'apprête à faire peau neuve, en ce printemps. Elle délaissera le bâtiment vétuste où elle résidait depuis 1967 et fera son nid dans du neuf : des locaux fraîchement construits en HQE (haute qualité environnementale), dans le quartier des Montgorges, une zone tertiaire en plein développement, à 15 kilomètres du centre-ville, dans la partie Nord-Ouest. La surface totale est de 4050 m², contre 3600 actuellement.

« Une ville à la campagne », le chef de centre, **Alain Landès**, s'est plu à qualifier ainsi la ville de Poitiers...

Une campagne en peau de chagrin alors, car les places dans le nouveau parking seront chères : le personnel poitevin devra se partager 32 places au lieu de 60 actuellement. Il lui faudra aller chercher d'autres places sur le parking relais à 800 mètres du nouveau bâtiment. Gageons que les alternatives, lignes de bus et pistes cyclables, en cours de finalisation, seront à la hauteur des besoins en déplacement. A noter que les taxis seront autorisés pour les CDI et les non-permanents, si pas de bus.

Le nouveau site se trouve dans un nouveau quartier assez éloigné de l'ancien, les élus regrettent que les IMG n'aient pas envisagé des propositions de logement pour les salariés.

L'open space et les bureaux partagés seront de rigueur, comme ailleurs à France Télévisions. Avec la 3ème vague qui a pris ses quartiers, une nouvelle fois, dans notre pays, ce choix laisse songeur... L'heure est à la convivialité. Exit les velléités d'isolement, qu'elles soient motivées par des raisons sanitaires ou pour une meilleure qualité de vie au travail. Mais, l'expérience montre que plus on est de fous dans un même espace, moins on semble rire...

L'antenne commencera à diffuser dans ses nouveaux locaux, à la veille de l'été.

■ DES AIRS DE BAGDAD CAFÉ...

La Fabrique de Bordeaux

Un plan de charge en déliquescence, des fictions lourdes qui ont déserté le site, des véhicules en fin de vie, non remplacés, des recrutements laborieux...

Depuis 5 mois, pour crever ce silence pesant, une alerte a été émise pour risques graves et répétées...

Ce n'est pas du cinéma, mais une réalité pesante pour les salarié·e·s du site. Ils ont crié pour être entendus dans ce désert de la production qui, est-ce l'effet d'un mirage, s'est retrouvée localisée dans d'autres régions sites, à Lyon ou à Vendargues. Il leur faut désormais prendre leur bâton de pèlerin pour suivre l'activité, vaille que vaille.

Les fictions numériques peinent à venir à la rescoufle et à secouer cet immobilisme poussiéreux. **Yves Dumond**, directeur des opérations, se veut rassurant en annonçant que deux d'entre elles sont prépositionnées en juillet et fin septembre.

Le Fab lab, laboratoire pour créer de nouvelles techniques de tournage à moindre coût pour les fictions numériques ne cesse de phosphorer dans ce sens, depuis deux ans, mais n'accouche de rien ou de si peu. Un brassage d'idées stérile, peu rassurant et encore moins fédérateur.

Anne, ma sœur Anne ne vois-tu rien venir ? La Direction s'empresse de répondre... Et de présenter en CSE un plan d'action censé répondre aux préconisations du CSE. Les élus·e·s du CSE dont les représentant·e·s de proximité de Bordeaux l'estiment trop vague et insuffisant. L'assurance des deux fictions numériques semble bien trop fragile.

Le prochain atelier avec les RP est prévu le 8 avril. La direction n'a aucune certitude d'y apporter des précisions. L'activité reste un mirage pour ces salariés, qui souhaitent obtenir des garanties pour un avenir moins flou. Pour l'instant, un vent d'incertitudes continue de souffler sur le site.

Seule certitude, la suite sera suivie de près par la DSQVT .

Prochains CSE 28, 29 et 30 avril

Contactez vos élus·e·s **Sud** : Béatrice Mariani, Jean-Yves Olivier et Chloé Tempéreau

Si vous avez des questions, des doléances, contactez les élus·e·s et représentant·e·s **Sud** en région. ☎

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



Syndicat Sud Médias Télévision . 07 51 69 60 26 . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez-nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr> et sur twitter@syndicatsudftv

Créé à partir de 1998 dans les régions de France 3, Sud Médias Télévision est un syndicat à vocation nationale, autonome et indépendant, qui ne dépend d'aucune centrale. Il se fixe pour mission de défendre la dignité de chacun dans son travail et de lutter contre la déshumanisation de l'entreprise. Ses armes sont l'inventivité dans la lutte, l'expertise en droit du travail et l'intégrité d'individus qui ne visent pas à devenir des professionnels du syndicalisme mais à donner à chacun sa place dans la société. Sud Médias Télévision travaille en réseaux de solidarité avec l'union syndicale Solidaires et avec ses homologues Sud des médias et de la culture.